

d) ayant démarré entre le 1^{er} janvier 2016 et le 31 décembre 2016 inclus : le facteur de banding s'élève à 0,743.
Bruxelles, le 9 décembre 2016.

Le Ministre flamand du Budget, des Finances et de l'Energie,
B. TOMMELEIN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2016/29607]

13 OCTOBRE 2016. — Décret relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par:

1° justiciable: le sujet de droit pouvant bénéficier d'au moins une des offres de services prévues par le présent décret, en tant qu'auteur, victime, proche d'auteur, proche de mineur ou consultant;

2° auteur: la personne physique qui fait l'objet de poursuites pénales ou qui a été condamnée pénalement;

3° auteur détenu: l'auteur qui exécute une peine ou une mesure privative de liberté au sein d'un établissement pénitentiaire, d'un établissement au sens de la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement ou d'un centre communautaire;

4° victime:

a) la personne physique ou morale qui a subi un dommage résultant directement d'une infraction pénale ou d'un fait susceptible d'être qualifié comme tel;

b) les proches de la personne physique visée au a);

5° proche d'auteur: le parent ou allié, en ligne directe ou collatérale, le tuteur, le conjoint, le cohabitant légal ou de fait d'un auteur;

6° proche de mineur: la personne physique qui éprouve des difficultés à exercer son droit aux relations personnelles avec un mineur;

7° consultant: toute personne physique ou morale en demande d'information et d'aide parce qu'elle se trouve dans une situation de difficulté, qui est directement intéressée par les missions visées par le présent décret et qui ne peut pas être qualifiée d'auteur, de victime, de proche d'auteur ou de proche de mineur au sens du présent décret;

8° partenaire: organisme agréé par le Gouvernement pour offrir au justiciable les missions prévues par le présent décret;

9° intermédiaire: organisme non agréé sur la base du présent décret dont le partenaire a besoin pour mettre en œuvre la mission pour laquelle il est agréé;

10° aide: accueil, assistance, appui ou soutien, limité dans le temps et apporté au justiciable, conjointement à ses propres efforts;

11° administration: le service administratif désigné par le Gouvernement pour veiller à l'application du présent décret.

Art. 2. Le présent décret s'applique aux partenaires:

1° dont le siège d'activité est établi en région de langue française;

2° dont le siège d'activité est établi en région bilingue de Bruxelles-Capitale et qui, en raison de leur organisation, se rattachent à la Communauté française pour ce qui concerne les missions prévues par le présent décret.

CHAPITRE 2. — Principes et objectifs généraux

Art. 3. Lors de la mise en œuvre des missions agréées, le partenaire respecte les principes généraux suivants:

1° le justiciable est au centre de l'intervention;

2° chaque justiciable est considéré comme ayant ou pouvant acquérir la capacité et la compétence de changer s'il le souhaite;

3° la prise en compte de l'ensemble de l'environnement socio-relationnel est indispensable;

4° l'intervention vise la réinsertion globale du justiciable tant au sein de la société qu'au niveau personnel;

5° les partenaires respectent une méthodologie de travail spécifique;

6° les partenaires travaillent dans une perspective de transversalité et de multidisciplinarité.

Art. 4. Le présent décret tend à la réalisation des objectifs suivants:

1° améliorer la qualité et l'efficacité du service public rendu au justiciable;

2° aboutir à une répartition territoriale des offres de services en adéquation avec les besoins des justiciables;

3° favoriser la stabilité des emplois dans le secteur non marchand;

4° favoriser la constitution et la pérennisation d'une expertise interne des partenaires.

CHAPITRE 3. — *Missions des partenaires**Section 1^{re}. — Aide juridique de première ligne*

Art. 5. La mission d'aide juridique de première ligne s'entend comme celle définie à l'article 508/1, 1°, du Code judiciaire.

Section 2. — Aide sociale

Art. 6. La mission d'aide sociale s'entend comme toute aide de nature non financière destinée à permettre au justiciable de préserver, d'améliorer ou de restaurer ses conditions de vie, sur le plan familial, social, économique, professionnel, politique ou culturel.

Art. 7. Pour mettre en œuvre l'aide sociale visée à l'article 6, les partenaires exécutent au moins une des prestations suivantes:

1° assurer le suivi du justiciable:

a) en le soutenant pour faire face aux conséquences d'une situation infractionnelle ou potentiellement infractionnelle;

b) en l'informant, en l'orientant et en le soutenant dans ses relations avec la police et les instances judiciaires;

c) en lui facilitant l'accès aux instances et organisations spécialisées.

2° aider la victime ou l'auteur à sa réinsertion active dans la société:

a) en évaluant avec la victime ou l'auteur ses besoins et ressources et en définissant des priorités afin qu'il ou elle trouve un nouvel équilibre de vie;

b) en collaborant avec l'auteur détenu à la mise en œuvre de son plan de détention et de son plan de réinsertion sociale;

c) en aidant l'auteur détenu dans l'élaboration de propositions de solutions alternatives à la privation de liberté et dans la préparation à la mise en œuvre de ces solutions alternatives.

Section 3. — Aide psychologique

Art. 8. La mission d'aide psychologique s'entend comme toute aide destinée à soutenir psychologiquement le justiciable afin qu'il trouve un nouvel équilibre de vie.

Art. 9. Pour mettre en œuvre l'aide psychologique visée à l'article 8, les partenaires exécutent au moins une des prestations suivantes:

1° soutenir le justiciable pour faire face aux conséquences directes et indirectes d'une infraction pénale ou aux problèmes particuliers liés à sa situation spécifique;

2° proposer à l'auteur, au départ de son comportement préjudiciable, un soutien thérapeutique spécialisé et personnalisé visant à l'intégrer dans un processus de changement;

3° proposer à la victime, au départ du préjudice subi, un soutien thérapeutique spécialisé et personnalisé centré sur les conséquences directes du traumatisme et sur l'assimilation du choc.

Section 4. — Aide au lien

Art. 10. La mission d'aide au lien s'entend comme toute aide qui vise à créer, maintenir, encadrer ou restaurer la relation entre deux personnes, dont au moins une est un justiciable.

Art. 11. Pour mettre en œuvre l'aide au lien visée à l'article 10, les partenaires exécutent au moins une des prestations suivantes:

1° aider le proche d'un mineur qui ne vit pas avec celui-ci à maintenir, créer ou restaurer la relation entre eux, notamment en préparant et en organisant des rencontres dans un lieu adéquat, encadrées par un tiers neutre;

2° promouvoir et encadrer les relations entre l'auteur détenu et l'environnement extérieur, en particulier avec ses proches.

Section 5. — Aide à la communication

Art. 12. La mission d'aide à la communication s'entend comme toute aide qui vise à organiser un espace de communication et, si nécessaire, à mettre en place une médiation entre les justiciables concernés par une infraction pénale en vue d'en gérer, de manière concertée, les conséquences matérielles et émotionnelles.

Cette mission s'exerce dans l'esprit de la justice restauratrice.

Section 6. — Accompagnement à la mise en œuvre et au suivi des décisions judiciaires

Art. 13. La mission d'accompagnement à la mise en œuvre et au suivi des décisions judiciaires s'entend comme toute action qui vise à mettre en place un cadre et des moyens en vue de l'exécution par l'auteur d'une peine ou d'une mesure judiciaire au sein de la communauté, en collaboration avec les assistants de justice.

Art. 14. Pour mettre en œuvre l'accompagnement visé à l'article 13, les partenaires exécutent au moins une des prestations suivantes:

1° mettre en place un programme de prise en charge psycho-socio-éducative, au départ d'un comportement préjudiciable, visant la responsabilisation de l'auteur, l'identification de situations à risque, l'élaboration d'alternatives au comportement concerné et l'acquisition de compétences sociales;

2° accompagner les peines de travail et les travaux d'intérêt général:

a) en offrant à l'auteur un choix le plus large possible de lieux de prestation, au sein d'un réseau d'intermédiaires que le partenaire crée, développe et soutient en permanence, en concertation avec les autres partenaires de l'arrondissement judiciaire concernés par la mission;

b) en déterminant l'orientation concrète de la peine de travail ou du travail d'intérêt général, en concertation avec l'auteur et le lieu de prestation, en tenant compte notamment des informations transmises par l'assistant de justice;

c) en mettant en place le cadre et les moyens nécessaires à l'auteur pour prêter une peine de travail ou un travail d'intérêt général;

d) en soutenant l'auteur tout au long de la mise en place et de l'exécution de la peine de travail ou du travail d'intérêt général;

e) éventuellement, en travaillant directement et collectivement avec les auteurs prestant une peine de travail ou un travail d'intérêt général.

CHAPITRE 4. — Agrément

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 15. § 1^{er} Tout organisme qui se propose de réaliser au profit des justiciables des missions prévues au chapitre 3 doit, pour bénéficier des subventions prévues au chapitre 5, avoir été agréé par le Gouvernement.

L'agrément précise la ou les missions pour lesquelles le partenaire est agréé. Pour chaque mission qu'il vise, l'agrément couvre l'ensemble des prestations qui la composent.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, les Commissions d'aide juridique instituées par le Code judiciaire sont dispensées de solliciter un agrément.

Pour bénéficier des subventions prévues par le présent décret, elles doivent néanmoins respecter les conditions prévues à l'article 18, à l'exception du 9^o.

Art. 16. L'agrément couvre un ou plusieurs arrondissements judiciaires.

Pour l'application du présent décret, l'arrondissement judiciaire de Bruxelles est limité aux dix-neuf communes de l'agglomération bruxelloise.

Art. 17. L'agrément est valable pour une durée de six ans, renouvelable aux conditions fixées à la section 7.

Section 2. — Conditions d'agrément

Art. 18. Pour pouvoir être agréé, l'organisme visé à l'article 15 doit satisfaire aux conditions cumulatives suivantes:

1^o disposer de la personnalité juridique et poursuivre un but non lucratif;

2^o présenter un projet de mise en œuvre de la mission pour laquelle il demande à être agréé qui soit en cohérence avec les principes et objectifs généraux visés au chapitre 2;

3^o disposer de locaux répondant aux normes de salubrité et de sécurité applicables, accessibles, adaptés à l'exécution de la mission et garantissant la neutralité du partenaire, la confidentialité des entretiens et le respect de la vie privée du justiciable;

4^o couvrir sa responsabilité civile, celle de son personnel et de ses immeubles;

5^o adapter les horaires de prestation aux objectifs de la mission;

6^o garantir la gratuité de la prestation vis-à-vis du justiciable, excepté lorsqu'un paiement symbolique fait partie de l'aide psychologique qui lui est apportée;

7^o gérer les données à caractère personnel conformément à la législation portant protection de la vie privée;

8^o disposer d'une gestion financière saine;

9^o disposer d'un personnel ou, si nécessaire, recourir à des professionnels externes, dont la qualification de départ ou l'expérience professionnelle est en lien avec la mission, conformément aux conditions définies par le Gouvernement;

10^o proposer une formation continue adaptée à l'exercice de la mission.

Art. 19. Le Gouvernement arrête la procédure d'agrément.

Section 3. — Obligations liées à l'agrément

Sous-section 1^{re}. — Obligations applicables à tous les partenaires

Art. 20. Le partenaire veille à la diffusion, auprès des justiciables concernés, d'informations relatives à l'existence et aux conditions d'accès de la mission pour laquelle il est agréé.

Cette diffusion a lieu au minimum dans les locaux où la mission est assurée.

Art. 21. A la demande de l'administration, le partenaire fournit à cette dernière toute information relative à l'exécution de la mission, selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

Art. 22. Le partenaire établit annuellement, selon les modalités arrêtées par le Gouvernement, un rapport des activités menées dans le cadre de son agrément et le transmet à l'administration.

Art. 23. A la demande ou en coordination avec l'administration, le partenaire apporte son concours aux actions de sensibilisation des magistrats, des services de police et des intermédiaires nécessaires à l'exécution de la mission.

Art. 24. Le cas échéant, le partenaire participe activement aux travaux des organes de concertation mis en place en vertu du chapitre 6.

Sous-section 2. — Obligations spécifiques à l'aide sociale apportée à l'auteur détenu

Art. 25. En concertation avec les directions des établissements concernés, le partenaire assure la coordination et contribue au développement des offres de services et activités de formation ou d'éducation socioculturelles menées dans les établissements pénitentiaires, les établissements visés par la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement ou le centre communautaire de l'arrondissement judiciaire.

Section 4. — Evaluation

Art. 26. L'administration évalue de manière continue le respect par le partenaire des conditions d'agrément prévues à l'article 18.

A cet effet, le partenaire transmet, dans le respect de la déontologie liée à son activité, tout document utile à cette évaluation et donne accès à ses locaux aux agents de l'administration, moyennant avertissement préalable.

Le Gouvernement arrête les modalités de l'évaluation visée à l'alinéa 1^{er}.

Section 5. — Modification d'agrément

Art. 27. Avec l'accord du partenaire, le Gouvernement peut étendre ou restreindre le territoire et les missions sur lesquels porte l'agrément.

Le Gouvernement arrête la procédure de modification d'agrément.

Section 6. — Retrait d'agrément

Art. 28. § 1^{er}. Si l'évaluation réalisée par l'administration révèle que le partenaire ne respecte pas les dispositions du présent décret ou que sa gestion financière fait état de graves lacunes, le Gouvernement met en demeure le partenaire d'adopter les mesures nécessaires afin d'y remédier.

Dans les deux mois de la mise en demeure, le partenaire soumet à l'approbation du Gouvernement un plan d'action visant à remédier à la situation.

Si le Gouvernement refuse le plan proposé par le partenaire, il invite ce dernier à lui transmettre un nouveau plan dans le mois.

En cas de deuxième refus ou si le partenaire ne transmet aucun plan d'action dans les délais, le Gouvernement impose un plan d'action.

§ 2. Au plus tard six mois après l'approbation ou l'imposition du plan visé au § 1^{er}, l'administration procède à l'évaluation des résultats obtenus. En fonction des résultats de cette évaluation, le Gouvernement peut soit maintenir l'agrément, soit retirer totalement ou partiellement l'agrément, soit accorder un ultime délai de maximum six mois pour se conformer aux dispositions du présent décret. Si à l'expiration de ce dernier délai, les lacunes persistent, le Gouvernement procède au retrait total ou partiel de l'agrément.

§ 3. Le retrait de l'agrément intervient de manière à permettre à l'employeur de respecter ses obligations découlant de la législation du travail.

A cet effet, le partenaire joint à son plan d'action les informations utiles au respect des obligations visées à l'alinéa 1^{er}.

Néanmoins, le partenaire prend les mesures conservatoires afin de pouvoir faire face à un retrait de l'agrément.

Section 7. — Renouvellement d'agrément

Art. 29. § 1^{er}. Au plus tard un an avant l'échéance de l'agrément, le partenaire peut en demander le renouvellement.

Le Gouvernement arrête la procédure de renouvellement d'agrément.

§ 2. Pour obtenir le renouvellement de son agrément, le partenaire doit satisfaire aux conditions fixées à l'article 18.

Toutefois, le Gouvernement peut accorder le renouvellement de l'agrément du partenaire qui ne respecterait pas l'ensemble des conditions fixées à l'article 18 pour autant qu'il puisse se mettre en règle dans les six mois du renouvellement de son agrément.

A cet effet, le partenaire joint à son dossier de renouvellement un plan d'action visant à remédier à la situation dans le délai prévu à l'alinéa 2.

§ 3. Le non-renouvellement de l'agrément intervient de manière à permettre à l'employeur de respecter ses obligations découlant de la législation du travail.

A cet effet, le partenaire joint à sa demande de renouvellement les informations utiles au respect des obligations visées à l'alinéa 1^{er}.

Néanmoins, le partenaire prend les mesures conservatoires afin de pouvoir faire face à un non-renouvellement de l'agrément.

CHAPITRE 5. — Subventionnement

Art. 30. Pour la réalisation des missions et obligations liées à leur agrément, le Gouvernement accorde aux partenaires des subventions calculées conformément aux dispositions du présent chapitre.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les prestations pouvant être couvertes par les subventions allouées par l'autorité fédérale en exécution de l'article 69 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales et de l'article 5, § 2, de la loi du 6 décembre 2005 relative à l'établissement et au financement de plans d'action en matière de sécurité routière ne peuvent faire l'objet d'un subventionnement en vertu du présent chapitre.

Art. 31. Dans la limite des crédits budgétaires, les subventions sont réparties par arrondissement judiciaire sur la base d'une analyse triennale des missions offertes et des besoins des justiciables, réalisée par l'administration selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 32. Le Gouvernement fixe, par arrondissement judiciaire, la subvention unitaire accordée par prise en charge pour chaque type de prestation.

Le Gouvernement détermine ce qu'il y a lieu d'entendre par prise en charge pour chaque type de mission ainsi que les caractéristiques de l'arrondissement judiciaire à prendre en compte pour fixer la subvention unitaire.

La subvention couvre les frais de personnel, de fonctionnement et d'investissement liés à l'exécution de la mission définie au chapitre 3 et au respect des obligations visées au chapitre 4, section 3.

Art. 33. Le Gouvernement fixe un nombre annuel de prises en charge, valable pour une période de trois ans. Ce nombre peut être revu chaque année de commun accord avec le partenaire.

L'objectif triennal est obtenu en additionnant les objectifs annuels.

Le Gouvernement arrête les critères selon lesquels le nombre annuel de prises en charge est établi.

Art. 34. Le montant annuel de subvention accordé au partenaire pour chaque type de prestation est calculé en multipliant le montant unitaire visé à l'article 32 avec le nombre de prises en charge fixé conformément à l'article 33.

Art. 35. La subvention annuelle est liquidée en deux tranches:

1° une première tranche, représentant nonante pour cent de la subvention, est versée au cours du premier trimestre de l'année;

2° le solde est versé l'année suivante, dans les trois mois qui suivent la réception des pièces justificatives visées à l'article 36, § 2.

Art. 36. § 1^{er}. Le partenaire transmet mensuellement à l'administration les informations nécessaires à la comptabilisation des prises en charge effectuées.

Le Gouvernement arrête la liste des informations visées à l'alinéa 1^{er} ainsi que les modalités de leur transmission.

§ 2. Le partenaire transmet à l'administration, pour le 31 mars au plus tard:

1° le rapport d'activité visé à l'article 22, portant sur l'année précédente;

2° le bilan comptable de l'année précédente. Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les partenaires organisés sous la forme d'un service communal ou provincial sont dispensés de transmettre à l'administration un bilan comptable.

§ 3. Le partenaire est dispensé de transmettre systématiquement à l'administration les pièces prouvant ses dépenses en lien avec l'exercice de la mission pour laquelle il est agréé.

Le partenaire conserve toutefois les pièces visées à l'alinéa 1^{er} pendant une période de dix ans et les transmet, sur demande, à l'administration.

Art. 37. L'administration suit de manière continue l'évolution du nombre de prises en charge réalisées.

Le Gouvernement arrête les modalités de ce contrôle ainsi que les conditions dans lesquelles l'administration peut demander au partenaire l'adoption d'un plan d'action destiné à remédier aux difficultés constatées.

Art. 38. A la fin du triennat en cours, le Gouvernement fixe, après avoir recueilli les observations du partenaire, les nouveaux objectifs du partenaire pour le triennat suivant.

Art. 39. Le Gouvernement arrête les modalités de remboursement éventuel des subventions versées, dans le respect des principes fixés à l'article 61, 5°, du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Il peut à cet égard fixer des objectifs minimaux à atteindre pour conserver le bénéfice des subventions versées.

CHAPITRE 6. — *Concertation, coordination et évaluation*

Section 1^{re}. — Commission communautaire des Partenariats

Art. 40. § 1^{er}. Il est institué une Commission communautaire des Partenariats chargée de remettre au Gouvernement un avis sur tout avant-projet de décret et sur tout projet d'arrêté réglementaire portant sur les matières régies par le présent décret.

La Commission remet son avis dans un délai de deux mois. La moitié au moins de ce délai s'écoule en dehors des périodes de vacances scolaires.

Si l'avis n'est pas rendu ou si, pour des raisons indépendantes de l'administration, la Commission n'est pas en mesure de se réunir endéans le délai visé à l'alinéa 2, la formalité prévue à l'alinéa 1^{er} est réputée accomplie.

§ 2. La Commission peut également remettre un avis, d'initiative ou la demande du Gouvernement, sur:

1° des questions de politique générale relatives à l'application du présent décret;

2° les actions de sensibilisation visées à l'article 23.

Le Gouvernement précise dans sa demande le délai dans lequel il souhaite que l'avis visé à l'alinéa 1^{er} soit rendu.

Art. 41. La Commission communautaire des Partenariats est composée des membres suivants, ayant voix délibérative:

1° deux représentants de l'administration, dont un assure la présidence;

2° deux représentants des partenaires agréés pour chaque type de mission, désignés sur proposition des partenaires agréés selon les modalités arrêtées par le Gouvernement;

3° un représentant de chaque organisation syndicale représentative, désigné sur proposition de celle-ci.

Pour l'application du présent article, est considérée comme représentative l'organisation syndicale qui:

1° exerce son activité sur le plan national;

2° défend les intérêts de toutes les catégories de personnel des partenaires agréés en vertu du présent décret;

3° est affiliée à une organisation interprofessionnelle de travailleurs représentée au Conseil national du Travail ou fait partie d'une telle organisation.

Siège également, avec voix consultative, un représentant du Ministre ayant les maisons de justice dans ses compétences.

Le Gouvernement nomme les membres de la Commission communautaire des Partenariats pour une durée de six ans.

Le Gouvernement nomme, pour chaque membre ayant voix délibérative, un membre suppléant selon la même procédure que pour les membres effectifs.

Art. 42. La Commission communautaire des Partenariats est tenue d'élaborer un règlement d'ordre intérieur qui est soumis, ainsi que ses modifications, à l'approbation du Gouvernement.

Art. 43. L'administration assure le secrétariat de la Commission communautaire des Partenariats.

Le secrétaire ne prend pas part aux délibérations.

Section 2. — Commissions d'arrondissement des Partenariats

Art. 44. Il est institué au sein de chaque arrondissement judiciaire une Commission d'arrondissement des Partenariats chargée de:

1° récolter à la demande de l'administration les informations relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions prévues par le présent décret;

2° donner des avis à l'administration sur l'adéquation entre les offres de services prévues par le présent décret et les besoins des justiciables.

Art. 45. Chaque Commission d'arrondissement des Partenariats est composée des membres suivants, ayant voix délibérative:

- 1° un représentant de l'administration, qui assure la présidence;
- 2° le président et un représentant de chaque Commission thématique.

Peut également assister aux réunions, avec voix consultative, un représentant de la maison de justice de l'arrondissement judiciaire concerné.

Le Gouvernement nomme les membres des Commissions d'arrondissement des Partenariats pour une durée de six ans.

Le Gouvernement nomme, pour chaque membre ayant voix délibérative, un membre suppléant selon la même procédure que pour les membres effectifs.

Art. 46. Le Gouvernement arrête, après avis de la Commission communautaire des Partenariats, le règlement d'ordre intérieur des Commissions d'arrondissement des Partenariats.

Art. 47. L'administration assure le secrétariat des Commissions d'arrondissement des Partenariats.

Le secrétaire ne prend pas part aux délibérations.

Section 3. — Commissions thématiques des Partenariats

Art. 48. § 1^{er}. Il est institué au sein de chaque arrondissement judiciaire trois Commissions thématiques des Partenariats réparties comme suit:

- 1° une Commission organisée autour des thématiques centrées sur l'auteur;
- 2° une Commission organisée autour des thématiques centrées sur la victime;
- 3° une Commission organisée autour des thématiques centrées sur les justiciables non visés sous 1° et 2°.

§ 2. Chaque Commission thématique est chargée de:

1° récolter à la demande de la Commission d'arrondissement les informations relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions dans le cadre de la thématique qui lui est attribuée à l'alinéa 1^{er};

2° donner des avis à la Commission d'arrondissement sur l'adéquation entre les offres de services prévues par le présent décret et les besoins dans le cadre de la thématique qui lui est attribuée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 49. Chaque Commission thématique est composée d'un représentant pour chaque type de mission, désignés sur proposition des partenaires agréés de l'arrondissement judiciaire concerné selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

Le Gouvernement nomme les membres des Commissions thématiques des Partenariats pour une durée de six ans.

Le Gouvernement nomme, pour chaque membre ayant voix délibérative, un membre suppléant selon la même procédure que pour les membres effectifs.

La Commission thématique élit en son sein un président.

CHAPITRE 7. — Déontologie

Art. 50. Sans préjudice des règles de déontologie propres à certaines professions, toute personne qui participe à l'exécution du décret se conforme aux règles de déontologie arrêtées par le Gouvernement.

Art. 51. Tout partenaire qui emploie du personnel prévoit dans son règlement de travail des règles de déontologie qui visent à garantir le respect du principe de neutralité, de l'égalité de traitement, ainsi que du secret professionnel et qui tendent à éviter les situations de conflit d'intérêt.

CHAPITRE 8. — Dispositions abrogatoires et modificatives

Art. 52. Dans l'article 508 /2 du Code judiciaire, le § 3 est remplacé par ce qui suit:

« La Commission est composée de représentants des barreaux de l'arrondissement judiciaire concerné.

Le Gouvernement arrête les modalités de fonctionnement de la Commission. »

Art. 53. Dans l'article 508 /3 du même code, les modifications suivantes sont apportées:

1° le 2° et le 3° sont abrogés;

2° le 4° est remplacé par ce qui suit:

« 2° de formuler au Gouvernement les recommandations qu'elle juge utiles sur la base des rapports visés aux articles 508 /6 et 508 /11. ».

Art. 54. L'article 508 /4 du même code est abrogé.

Art. 55. § 1^{er}. L'article 508 /5, § 4, alinéa 2, du même code est remplacé par ce qui suit:

« Sans préjudice des poursuites disciplinaires, le Conseil de l'Ordre peut en cas de manquement et selon la procédure déterminée aux articles 458 à 463, subordonner au respect des conditions qu'il détermine le maintien de l'avocat sur la liste visée au § 1^{er}, suspendre son inscription sur cette liste pour une période de huit jours à trois ans ou l'en omettre.

En cas de non-respect des conditions déterminées par le Conseil de l'Ordre en application de l'alinéa 2, le bâtonnier convoque l'avocat devant le Conseil de l'Ordre en vue de prononcer une autre mesure prévue au même alinéa.

En cas d'omission, l'avocat peut solliciter sa réinscription sur la liste visée au § 1^{er}, par une demande motivée qui ne peut être introduite avant un terme de cinq ans après son omission.

Les décisions visées aux alinéas 2 et 4 sont motivées. Elles sont susceptibles de recours conformément à l'article 432bis. ».

§ 2. A l'article 432bis, alinéa 1^{er}, du même code, les mots « ou à l'article 508/5, § 4, alinéa 2, » sont ajoutés après les mots « ou d'une mesure prévue à l'article 508/8, alinéa 2, ».

Art. 56. Dans l'article 508/6 du même code, les mots « selon les modalités établies par le Ministre de la Justice en concertation avec les autorités visées à l'article 488 » sont remplacés par les mots « selon les modalités arrêtées par le Gouvernement en concertation avec l'Ordre des barreaux francophones et germanophone ».

Art. 57. Sont abrogés:

1° le décret du 19 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale;

2° les mots « un service d'aide aux justiciables, un service « Espaces-Rencontres » , » dans l'article 2, 2°, les articles 18 à 21, les articles 49 à 51 ainsi que les mots « service d'aide aux justiciables, service « Espaces-Rencontres » , » dans l'article 107 , § 1^{er}, du décret de la Commission communautaire française du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé; »;

3° les articles 134 à 146 et 166 à 182 du Code wallon de l'action sociale et de la santé.

CHAPITRE 9. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 58. § 1^{er}. Les organismes agréés ou subventionnés au 31 décembre 2016 en vertu de la législation visée à l'article 56 ou de la réglementation abrogée en exécution du présent décret conservent leur agrément et leurs subsides pour l'année 2017.

Si les organismes visés à l'alinéa 1^{er} souhaitent être agréés en application du présent décret, ils introduisent une demande d'agrément avant le 1^{er} juin 2017.

Les nouveaux agréments et le subventionnement par mission prennent cours au 1^{er} janvier 2018.

§ 2. La décision qui se prononce sur la demande visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, intervient de manière à permettre à l'employeur de respecter ses obligations découlant de la législation du travail.

A cet effet, les organismes visés au § 1^{er}, alinéa 2, joignent à leur demande d'agrément les informations utiles au respect des obligations visées à l'alinéa 1^{er}.

Néanmoins, les organismes visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, prennent à partir du 1^{er} juin 2017 les mesures conservatoires afin de pouvoir faire face à un refus de l'agrément ou du subventionnement.

Art. 59. § 1^{er}. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

§ 2. Le présent décret fait l'objet d'une évaluation par le Gouvernement, transmise au Parlement au plus tard le 1^{er} juillet 2021.

L'évaluation visée à l'alinéa 1^{er} se présente sous la forme d'un rapport portant sur l'exécution du présent décret et intégrant notamment:

1° une analyse qualitative de la mise en œuvre et du suivi des missions, par rapport aux besoins des justiciables;

2° une analyse relative à l'octroi, au renouvellement et au retrait des agréments;

3° une analyse des flux budgétaires que l'octroi, le renouvellement et le retrait de ces agréments impliquent.

§ 3. Un rapport d'activités est transmis au Parlement tous les trois ans après l'évaluation.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 octobre 2016.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
Mme A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
Mme M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale,
de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Egalité des chances,
Mme I. SIMONIS

Note

Session 2015-2016

Documents du Parlement. Projet de décret, n°330-1.

Session 2016-2017

Documents du Parlement. – Amendements de commission, n° 330-2. - Rapport, n°330-3 – Amendements de séance, n° 330-4

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 12 octobre 2016.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29607]

**13 OKTOBER 2016. — Decreet betreffende de erkenning
en de subsidiëring van partners die hulp verlenen aan rechtzoekenden**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — Definities en toepassingsgebied

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet, wordt verstaan onder :

1° rechtzoekende : rechtsonderhorige die minstens één van de bij dit decreet bepaalde dienstverleningen kan genieten, als dader, slachtoffer, naaste van een dader, naaste van een minderjarige, of steunaanvrager;

2° dader : natuurlijke persoon tegen wie een strafvordering wordt ingesteld of tegen wie een strafrechtelijke veroordeling is uitgesproken;

3° opgesloten dader : dader die een vrijheidsbenemende straf of maatregel ondergaat in een strafinrichting, een inrichting in de zin van de wet van 5 mei 2014 betreffende de internering, of in een gemeenschapscentrum;

4° slachtoffer :

natuurlijke persoon of rechtspersoon die een schade heeft ondergaan die rechtstreeks het gevolg is van een misdrijf of een als misdrijf omschreven feit;

de naasten van de in *a)* bedoelde natuurlijke persoon;

5° naaste van een dader : bloedverwant of aanverwant, in de rechte lijn of in de zijlijn, de voogd, de echtgenoot, de wettelijk of feitelijk samenwonende van een dader;

6° naaste van een minderjarige : natuurlijke persoon die moeilijkheden ondervindt bij het uitoefenen van zijn recht op persoonlijke betrekkingen met een minderjarige;

7° steunaanvrager : natuurlijke persoon of rechtspersoon die informatie en hulp aanvraagt, omdat hij in een moeilijke toestand verkeert, die rechtstreeks betrokken is bij de bij dit decreet bedoelde opdrachten, en die niet als dader, slachtoffer, naaste van een dader of naaste van een minderjarige kan worden beschouwd in de zin van dit decreet;

8° partner : instelling die door de Regering wordt erkend om de rechtzoekende hulp te verlenen volgens de bij dit decreet bepaalde opdrachten;

9° optredende persoon : instelling die niet erkend is op grond van dit decreet en die de partner nodig heeft om de opdracht waarvoor hij erkend is, uit te voeren;

10° hulp : onthaal, opvang, bijstand of steun, in de tijd beperkt, die de rechtzoekende wordt verleend, om zijn eigen inspanningen te ondersteunen;

11° bestuur : administratieve dienst die door de Regering wordt aangewezen om voor de toepassing van dit decreet te zorgen.

Art. 2. Dit decreet is van toepassing op de partners :

1° waarvan de activiteitszetel in het Franse taalgebied gevestigd is;

2° waarvan de activiteitszetel in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad gevestigd is, maar die, wegens hun organisatie, tot de Franse Gemeenschap behoren voor de uitoefening van de bij dit decreet bedoelde opdrachten.

HOOFDSTUK 2. — Algemene beginselen en doelstellingen

Art. 3. Bij de uitvoering van de erkende opdrachten, leeft de partner de volgende algemene beginselen na :

1° het optreden is gericht op de rechtzoekende;

2° iedere rechtzoekende wordt geacht de capaciteit en de vaardigheid te hebben of te kunnen verwerven om zijn gedrag te veranderen, indien hij dit wenst;

3° er moet rekening worden gehouden met de gehele sociaal-relatieve omgeving;

4° het optreden doelt op de globale herinschakeling van de rechtzoekende zowel binnen de samenleving als op persoonlijk niveau;

5° de partners volgen een specifieke werkmethode;

6° de partners werken op transversaal en multidisciplinair niveau.

Art. 4. Dit decreet streeft de volgende doelstellingen na :

1° de kwaliteit en de doeltreffendheid van de aan de rechtzoekende geleverde openbare dienst verbeteren;

2° een territoriale verdeling van dienstverleningen volgens de behoeften van rechtzoekenden tot stand brengen;

3° de stabiliteit van de betrekkingen in de non-profit sector bevorderen;

4° de interne deskundigheid van partners bevorderen en duurzaam maken.

HOOFDSTUK 3. — Opdrachten van partners**Afdeling 1. — Juridische eerstelijnsbijstand**

Art. 5. De opdracht van juridische eerstelijnsbijstand is deze die bepaald is in artikel 508/1, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek.

Afdeling 2. — Maatschappelijke hulpverlening

Art. 6. Maatschappelijke hulpverlening is elke hulpverlening van niet financiële aard, bestemd om de rechtzoekende de mogelijkheid te geven om zijn levensomstandigheden op familiaal, sociaal, economisch, professioneel, politiek of cultureel vlak te behouden, te verbeteren of te herstellen.

Art. 7. Om de in artikel 6 bedoelde maatschappelijke hulpverlening uit te voeren, verrichten de partners minstens één van de volgende prestaties :

1° de rechtzoekende begeleiden :

door hem te ondersteunen om het hoofd te kunnen bieden aan de gevolgen van een toestand die voortvloeit of potentieel voortvloeit uit een misdrijf;

door hem te informeren, oriënteren en ondersteunen in zijn betrekkingen met de politie en de gerechtelijke instanties;

door hem de toegang tot de gespecialiseerde instanties en organisaties te vergemakkelijken.

2° het slachtoffer of de dader helpen bij zijn actieve herinschakeling in de samenleving :

door, samen met het slachtoffer of de dader, zijn behoeften en hulpmiddelen te evalueren en prioriteiten te bepalen, opdat hij of zij een nieuw evenwichtig leven zou kunnen gaan leiden;

door met de dader mee te werken aan de uitvoering van zijn hechtenisplan en zijn plan voor herinschakeling in de samenleving;

door de aangehouden dader te helpen bij het bepalen van voorstellen van oplossingen ter vervanging van hechtenis en bij het voorbereiden van de uitvoering van die alternatieve oplossingen.

Afdeling 3. — Psychologische hulpverlening

Art. 8. Psychologische hulpverlening is elke hulpverlening bestemd om de rechtzoekende psychologisch te ondersteunen, opdat hij een nieuw evenwichtig leven zou gaan leiden.

Art. 9. Om de in artikel 8 bedoelde psychologische hulpverlening uit te voeren, verrichten de partners minstens één van de volgende prestaties :

1° de rechtzoekende ondersteunen om het hoofd te bieden aan de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van een misdrijf of aan de bijzondere problemen in verband met zijn specifieke situatie;

2° de dader die een schadelijk gedrag heeft een gespecialiseerde en persoonlijke therapeutische ondersteuning aanbieden om hem tot verandering aan te zetten;

3° het slachtoffer die een schade heeft ondergaan een gespecialiseerde en persoonlijke therapeutische ondersteuning aanbieden, gericht op de rechtstreekse gevolgen van de traumatiserende gebeurtenis en op de verwerking van de shock.

Afdeling 4. — Hulpverlening voor een betrekking

Art. 10. Hulpverlening voor een betrekking is elke hulpverlening om een betrekking tussen twee personen, waarvan minstens één een rechtzoekende is, te doen ontstaan, te behouden, te begeleiden of te herstellen.

Art. 11. Om de in artikel 10 bedoelde hulpverlening voor een betrekking uit te voeren, verrichten de partners minstens één van de volgende prestaties :

1° de naaste van een minderjarige die met deze niet leeft, helpen de betrekking tussen beide te behouden, te doen ontstaan of te herstellen, inzonderheid door ontmoetingen op een geschikte plaats voor te bereiden en te organiseren, onder begeleiding van een neutrale derde;

2° de betrekkingen tussen de gevangenen dader en de externe omgeving, inzonderheid met zijn naasten, bevorderen en begeleiden.

Afdeling 5. — Hulpverlening voor communicatie

Art. 12. Hulpverlening voor communicatie is elke hulpverlening om een communicatie, en, zo nodig, een bemiddeling te organiseren tussen de rechtzoekenden die bij een misdrijf betrokken zijn, om, op overlegde wijze, de materiële en emotionele gevolgen ervan te verwerken.

Die opdracht is herstelgericht.

Afdeling 6. — Begeleiding voor het uitvoeren en opvolgen van de rechterlijke beslissingen

Art. 13. Begeleiding voor het uitvoeren en opvolgen van de rechterlijke beslissingen is elke handeling om een kader en middelen tot stand te brengen met het oog op de uitvoering door de dader van een straf of een rechterlijke beslissing in de gemeenschap, met de medewerking van de justitieassistenten.

Art. 14. Om de in artikel 13 bedoelde begeleiding uit te voeren, verrichten de partners minstens één van de volgende prestaties :

1° een programma tot stand brengen voor de psychosociale en educatieve begeleiding, na een schadelijk gedrag, met het oog op de responsabilisering van de dader, de opsporing van risico-toestanden, het zoeken naar alternatieven voor het bedoelde gedrag en de verwerving van sociale vaardigheden;

2° de werkstraffen en dienstverleningen begeleiden :

door de dader de breedste keuze van prestatieplaatsen aan te bieden, binnen een netwerk van tussenpersonen dat de partner opricht, ontwikkelt en voortdurend ondersteunt, in overleg met de andere partners van het gerechtelijk arrondissement die bij de opdracht betrokken zijn;

door de concrete oriëntatie van de werkstraf of de dienstverlening te bepalen, in overleg met de dader en de prestatieplaats, inzonderheid rekening houdend met de informatie die door de justitieassistent wordt verstrekt;

door het kader en de middelen tot stand te brengen die de dader nodig heeft om een werkstraf of een dienstverlening uit te voeren;

door de dader bij te staan gedurende de invoering en de uitvoering van de werkstraf of de dienstverlening;

eventueel, door rechtstreeks en collectief mee te werken met de daders die een werkstraf of een dienstverlening verrichten.

HOOFDSTUK 4. — *Erkenning**Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

Art. 15. § 1. Om de in hoofdstuk 5 bepaalde subsidies te genieten, moet elke instelling die voorstelt, ten gunste van rechtzoekenden, de in hoofdstuk 3 bepaalde opdrachten uit te voeren, door de Regering worden erkend.

De erkenning bepaalt de opdracht(en) waarvoor de partner erkend is. Voor elke opdracht waarop de erkenning betrekking heeft, dekt de erkenning het geheel van de prestaties waaruit ze bestaat(aan).

§ 2. In afwijking van § 1 worden de door het Gerechtelijk Wetboek ingestelde commissies voor juridische bijstand ervan vrijgesteld een erkenning aan te vragen.

Om de bij dit decreet bedoelde subsidies te kunnen genieten, moeten ze niettemin de in artikel 18 bepaalde voorwaarden naleven, met uitzondering van 9°.

Art. 16. De erkenning geldt voor één of meer gerechtelijke arrondissementen.

Voor de toepassing van dit decreet is het gerechtelijk arrondissement Brussel tot de negentien gemeenten van de Brusselse agglomeratie beperkt.

Art. 17. De erkenning is geldig voor een periode van zes jaar en kan worden vernieuwd volgens de in afdeling 7 vastgestelde voorwaarden.

Afdeling 2. — Erkenningsvoorwaarden

Art. 18. Om te kunnen worden erkend, moet de in artikel 15 bedoelde instelling voldoen aan de volgende cumulatieve voorwaarden :

1° de rechtspersoonlijkheid bezitten en geen winstoogmerk nastreven;

2° een ontwerp van uitvoering van de opdracht waarvoor hij vraagt om te worden erkend, voorstellen, dat in overeenstemming is met de in hoofdstuk 2 bedoelde algemene beginselen en doelstellingen;

3° over lokalen beschikken die aan de toepasselijke gezondheids- en veiligheidsnormen voldoen en die toegankelijk en aangepast zijn voor de uitvoering van de opdracht en waarborg bieden voor de neutraliteit van de partner, de vertrouwelijkheid van de gesprekken en de eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer van de rechtzoekende;

4° haar burgerlijke aansprakelijkheid, die van haar personeel en van haar onroerende goederen dekken;

5° de dienstregeling van de prestaties aanpassen aan de doelstellingen van de opdracht;

6° de kosteloosheid van de prestatie ten aanzien van de rechtzoekende waarborgen, behalve wanneer een symbolische betaling behoort tot de psychologische hulpverlening;

7° de persoonlijke gegevens beheren overeenkomstig de wetgeving betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;

8° een gezond financieel beheer voeren;

9° over haar eigen personeel beschikken, of, zo nodig, een beroep doen op externe vakmensen, waarvan de oorspronkelijke kwalificatie of de beroepservaring in verband staat met de opdracht, overeenkomstig de door de Regering vast te stellen voorwaarden;

10° een voortdurende opleiding voorstellen die aangepast is aan de uitoefening van de opdracht.

Art. 19. De Regering stelt de erkenningsprocedure vast.

*Afdeling 3. — Verplichtingen in verband met de erkenning**Onderafdeling 1. — Verplichtingen die op alle partners toepasselijk zijn*

Art. 20. De partner zorgt voor de mededeling, aan de betrokken rechtzoekenden, van informatie in verband met het bestaan en de toegangsvoorwaarden voor de opdracht waarvoor hij erkend is.

Die mededeling vindt minstens plaats in de lokalen waar de opdracht wordt uitgeoefend.

Art. 21. Op aanvraag van het bestuur, deelt de partner aan deze elke informatie in verband met de uitvoering van zijn opdracht mee, volgens door de Regering nader te bepalen regels.

Art. 22. De partner stelt jaarlijks, volgens door de Regering nader te bepalen regels, een verslag vast over de activiteiten die in het kader van zijn erkenning worden gevoerd en deelt dit aan het bestuur mee.

Art. 23. Op aanvraag van het bestuur of in coördinatie met deze, brengt de partner zijn medewerking aan de acties voor de sensibilisering van de magistraten, de politiediensten en de tussenpersonen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de opdracht.

Art. 24. In voorkomend geval, neemt de partner actief deel aan de werkzaamheden van de overlegorganen die krachtens hoofdstuk 6 opgericht zijn.

Onderafdeling 2. — Specifieke verplichtingen betreffende de maatschappelijke hulpverlening aan de gevangenen dader

Art. 25. In overleg met de directies van de betrokken inrichtingen, zorgt de partner voor de coördinatie en draagt bij tot de ontwikkeling van het aanbod van diensten en opleidingsactiviteiten of sociaal-culturele opvoeding, gevoerd in de strafinrichtingen, de inrichtingen bedoeld bij de wet van de wet van 5 mei 2014 betreffende de internering, of in het gemeenschapscentrum van het gerechtelijk arrondissement.

Afdeling 4. — Evaluatie

Art. 26. Het bestuur evalueert voortdurend of de partner de in artikel 18 bedoelde erkenningsvoorwaarden naleeft.

Daartoe bezorgt de partner, met inachtneming van de deontologie in verband met zijn activiteit, elk document dat nuttig is voor die evaluatie en verleent hij toegang tot zijn lokalen aan de ambtenaren van het bestuur, mits voorafgaande toestemming.

De Regering stelt de nadere regels voor de in het eerste lid bedoelde evaluatie vast.

Afdeling 5. — Wijziging van de erkenning

Art. 27. Met de instemming van de partner, kan de Regering het grondgebied en de opdrachten waarop de erkenning betrekking heeft, uitbreiden of beperken.

De Regering stelt de procedure voor de wijziging van de erkenning vast.

Afdeling 6. — Intrekking van de erkenning

Art. 28. § 1. Indien uit de door het bestuur uitgevoerde evaluatie blijkt dat de partner de bepalingen van dit decreet niet naleeft of dat zijn financieel beheer ernstige tekortkomingen vertoont, stelt de Regering de partner in gebreke de maatregelen te nemen om dit te verhelpen.

Binnen de twee maanden na de ingebrekestelling, legt de partner de Regering een actieplan ter goedkeuring voor om de toestand te verhelpen.

Indien de Regering het door de partner voorgestelde plan weigert, verzoekt ze deze haar een nieuw plan binnen de maand te bezorgen.

Indien het plan opnieuw wordt geweigerd of indien de partner geen actieplan binnen de vereiste termijn voorlegt, legt de Regering een actieplan op.

§ 2. Uiterlijk zes maanden nadat het in § 1 bedoelde plan goedgekeurd of opgelegd is, evalueert de administratie de behaalde resultaten. Op grond van de resultaten van die evaluatie, kan de Regering ofwel de erkenning behouden, ofwel de erkenning geheel of gedeeltelijk intrekken, ofwel een laatste termijn van hoogstens zes maanden toekennen om aan de bepalingen van dit decreet te voldoen. Indien de tekortkomingen bij het verstrijken van die laatste termijn nog altijd bestaan, trekt de Regering de erkenning geheel of gedeeltelijk in.

§ 3. De erkenning wordt ingetrokken om de werkgever in staat te stellen zijn verplichtingen inzake arbeidswetgeving na te leven.

Daartoe voegt de partner bij zijn actieplan de informatie die nuttig is voor de naleving van de in het eerste lid bedoelde verplichtingen.

Niettemin neemt de partner de bewarende maatregelen die noodzakelijk zijn om het hoofd te kunnen bieden aan de intrekking van de erkenning.

Afdeling 7. — Vernieuwing van de erkenning

Art. 29. § 1. Uiterlijk één jaar vóór het einde van de erkenning, kan de partner de vernieuwing ervan aanvragen.

De Regering stelt de procedure voor de vernieuwing van de erkenning vast.

§ 2. Om de vernieuwing van zijn erkenning te verkrijgen, moet de partner aan de in artikel 18 bedoelde voorwaarden voldoen.

De Regering kan echter de vernieuwing van de erkenning van de partner toekennen die niet aan het geheel van de in artikel 18 bepaalde voorwaarden zou voldoen, voor zover hij dit wel binnen de zes maanden na de vernieuwing van de erkenning zou kunnen oplossen.

Daartoe voegt de partner bij zijn vernieuwingsdossier een actieplan om de toestand binnen de in het tweede lid bepaalde termijn te verhelpen.

§ 3. De erkenning wordt niet vernieuwd om de werkgever in staat te stellen zijn verplichtingen inzake arbeidswetgeving na te leven.

Daartoe voegt de partner bij zijn actieplan de informatie die nuttig is voor de naleving van de in het eerste lid bedoelde verplichtingen.

Niettemin neemt de partner de bewarende maatregelen die noodzakelijk zijn om het hoofd te kunnen bieden aan de niet-vernieuwing van de erkenning.

HOOFDSTUK 5. — Toekenning van subsidies

Art. 30. Voor de uitoefening van de opdrachten en het nakomen van de verplichtingen in verband met hun erkenning, kent de Regering de partners subsidies toe die worden berekend overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk.

In afwijking van het eerste lid kan geen subsidie krachtens dit hoofdstuk worden toegekend voor prestaties die kunnen worden bezoldigd door subsidies die door de federale overheid worden toegekend ter uitvoering van artikel 69 van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen en van artikel 5, § 2, van de wet van 6 december 2005 betreffende de opmaak en financiering van actieplannen inzake verkeersveiligheid.

Art. 31. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, worden de subsidies per gerechtelijk arrondissement verdeeld op grond van een driejaarlijkse analyse van de aangeboden opdrachten en de behoeften van de rechtzoekenden, door het bestuur uitgevoerd volgens door de Regering nader te bepalen regels.

Art. 32. De Regering stelt, voor elk gerechtelijk arrondissement, de eenheidssubsidie vast voor elke bezoldiging van een type prestatie.

De Regering bepaalt wat dient te worden verstaan onder bezoldiging van een type prestatie alsook onder de karakteristieken van het gerechtelijk arrondissement die in aanmerking moeten worden genomen om de eenheidssubsidie vast te stellen.

De subsidie dekt de personeels-, werkings- en investeringskosten in verband met de uitvoering van de in hoofdstuk 3 bepaalde opdracht en met de naleving van de in hoofdstuk 4, afdeling 3 bepaalde verplichtingen.

Art. 33. De Regering stelt een jaarlijks aantal bezoldigingen vast, geldig voor een periode van drie jaar. Dat aantal kan elk jaar worden herzien in onderlinge overeenstemming met de partner.

Het driejaarlijkse doel wordt gekregen door de jaarlijkse doelstellingen op te tellen.

De Regering stelt de criteria vast op grond waarvan het aantal bezoldigingen wordt vastgesteld.

Art. 34. Het jaarlijkse bedrag van de subsidie voor elk type prestatie wordt berekend door het in artikel 32 bedoelde eenheidsbedrag te vermenigvuldigen met het aantal bezoldigingen dat overeenkomstig artikel 33 wordt vastgesteld.

Art. 35. De jaarsubsidie wordt in twee schijven uitbetaald :

1° een eerste schijf, die negentig procent van de subsidie vertegenwoordigt, wordt gestort tijdens het eerste trimester van het jaar;

2° het saldo wordt gedurende het volgende jaar gestort, binnen de drie maanden volgend op de ontvangst van de in artikel 36, § 2 bedoelde bewijsstukken.

Art. 36. § 1. De partner deelt maandelijks het bestuur de inlichtingen mee die noodzakelijk zijn voor het optellen van de verrichte bezoldigingen.

De Regering stelt de lijst van de in het eerste lid bedoelde inlichtingen alsook de nadere regels voor de mededeling ervan vast.

§ 2. De partner deelt het bestuur, voor uiterlijk 31 maart, de volgende stukken mee :

1° het in artikel 22 bedoelde activiteitenverslag betreffende het voorafgaande jaar;

2° de boekhoudkundige balans van het voorafgaande jaar.

In afwijking van het eerste lid, worden de partners die in de vorm van een gemeentelijke of provinciale dienst worden georganiseerd, ervan vrijgesteld de administratie een boekhoudkundige balans mee te delen.

§ 3. De partner wordt ervan vrijgesteld het bestuur systematisch de stukken mee te delen die zijn uitgaven in verband met de uitoefening van de opdracht waarvoor hij erkend is, staven.

De partner bewaart echter de in het eerste lid bedoelde stukken gedurende een periode van tien jaar, en deelt die, op verzoek, aan de administratie mee.

Art. 37. Het bestuur controleert voortdurend de evolutie van het aantal verrichte bezoldigingen.

De Regering stelt de nadere regels voor die controle vast alsook de voorwaarden waaronder het bestuur de partner kan vragen een actieplan op te maken om de vastgestelde moeilijkheden op te lossen.

Art. 38. Op het einde van de lopende periode van drie jaar, stelt de Regering, nadat ze de opmerkingen van de partner heeft ontvangen, de nieuwe doelstellingen van de partner voor de volgende periode van drie jaar.

Art. 39. De Regering stelt de nadere regels vast voor de eventuele terugbetaling van de gestorte subsidies, met inachtneming van de beginselen bepaald in artikel 61, 5°, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Daartoe kan ze minimale doelstellingen bepalen die moeten worden bereikt om in aanmerking te komen voor de subsidies.

HOOFDSTUK 6. — *Overleg, coördinatie en evaluatie*

Afdeling 1. — Gemeenschapscommissie voor partnerschappen

Art. 40. § 1. Er wordt een gemeenschapscommissie voor partnerschappen ingesteld, belast met het voorleggen aan de Regering van een advies over elk voorontwerp van decreet en over elk ontwerp van reglementair besluit betreffende de bij dit decreet geregelde aangelegenheden.

De commissie brengt haar advies binnen een termijn van twee maanden uit. Minstens de helft van die termijn verloopt buiten de schoolvakantieperioden.

Indien het advies niet wordt uitgebracht of indien, om redenen die onafhankelijk zijn van de wil van het bestuur, de commissie niet kan vergaderen binnen de in het tweede lid bedoelde termijn, wordt de in het eerste lid bedoelde formaliteit als vervuld beschouwd.

§ 2. De commissie kan ook, op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering, een advies uitbrengen over :

1° vraagstukken in verband met het algemeen beleid betreffende de toepassing van dit decreet;

2° de in artikel 23 bedoelde sensibilisatieacties.

De Regering bepaalt bij haar aanvraag de termijn binnen welke zij wenst dat het in het eerste lid bedoelde advies wordt uitgebracht.

Art. 41. De gemeenschapscommissie voor partnerschappen is samengesteld uit de volgende stemgerechtigde leden :

1° twee vertegenwoordigers van de administratie, waarvan één het voorzitterschap waarneemt;

2° twee vertegenwoordigers van de partners die voor elk type opdracht erkend zijn, voorgedragen op voorstel van de partners die volgens door de Regering nader te bepalen regels erkend zijn;

3° een vertegenwoordiger van elke representatieve vakorganisatie, door haar voorgedragen.

Voor de toepassing van dit artikel, wordt beschouwd als representatieve vakorganisatie, de organisatie die :

1° haar activiteit op nationaal vlak uitoefent;

2° de belangen behartigt van alle personeelscategorieën van de krachtens dit decreet erkende partners;

3° aangesloten is bij een interprofessionele werknemersorganisatie die vertegenwoordigd is bij de Nationale Arbeidsraad, of deel uitmaakt van een dergelijke organisatie.

Een vertegenwoordiger van de Minister bevoegd voor de justitiehuisen heeft er ook, met adviserende stem, zitting.

De Regering benoemt de leden van de gemeenschapscommissie voor partnerschappen voor een periode van zes jaar.

De Regering benoemt, voor elk stemgerechtigd lid, een plaatsvervangend lid volgens dezelfde procedure als voor de werkende leden.

Art. 42. De gemeenschapscommissie voor partnerschappen is ertoe gehouden een huishoudelijk reglement op te stellen dat, met zijn wijzigingen, de Regering ter goedkeuring wordt voorgelegd.

Art. 43. Het bestuur neemt het secretariaat van de gemeenschapscommissie voor partnerschappen waar.

De secretaris woont de beraadslaging niet bij.

Afdeling 2. — Arrondissementscommissies voor partnerschappen

Art. 44. Binnen elk gerechtelijk arrondissement wordt een arrondissementscommissie voor partnerschappen ingesteld, belast met:

1° het inwinnen, op aanvraag van het bestuur, van de informatie betreffende de bepaling en de uitvoering van de bij dit decreet bedoelde opdrachten;

2° het verstrekken aan het bestuur van adviezen over de overeenstemming tussen de bij dit decreet bedoelde diensaanbiedingen en de behoeften van de rechtzoekenden.

Art. 45. Elke arrondissementscommissie is samengesteld uit de volgende stemgerechtigde leden :

1° een vertegenwoordiger van de administratie, die er het voorzitterschap van waarneemt;

2° de voorzitter en een vertegenwoordiger van elke thematische commissie.

Een vertegenwoordiger van het justitiehuis van het betrokken gerechtelijk arrondissement kan ook, met raadgevende stem, de vergaderingen bijwonen.

De Regering benoemt de leden van de arrondissementscommissies voor partnerschappen voor een termijn van zes jaar.

Voor elk stemgerechtigd lid, benoemt de Regering een plaatsvervangend lid volgens dezelfde procedure als voor de werkende leden.

Art. 46. Na advies van de gemeenschapscommissie voor partnerschappen, stelt de Regering het huishoudelijk reglement van de arrondissementscommissies voor partnerschappen vast.

Art. 47. Het bestuur neemt het secretariaat van de arrondissementscommissies voor partnerschappen waar.

De secretaris woont de beraadslaging niet bij.

Afdeling 3. — Thematische commissies voor partnerschappen

Art. 48. § 1. Binnen elk gerechtelijk arrondissement worden drie thematische commissies voor partnerschappen ingesteld, onderverdeeld als volgt:

1° een commissie, gericht op de thema's betreffende de dader;

2° een commissie, gericht op de thema's betreffende het slachtoffer;

3° een commissie, gericht op de thema's betreffende de niet onder 1° en 2° bedoelde rechtzoekenden.

§ 2. Elke thematische commissie wordt belast met :

1° het inwinnen, op aanvraag van de arrondissementscommissie, van de informatie betreffende de bepaling en de uitvoering van de opdrachten in het kader van de thema's die haar in het eerste lid worden toegekend;

2° het verstrekken aan de arrondissementscommissie van adviezen over de overeenstemming tussen de bij dit decreet bedoelde diensaanbiedingen en de behoeften in het kader van het thema dat haar in het eerste lid wordt toegekend.

Art. 49. Elke thematische commissie is samengesteld uit een vertegenwoordiger voor elk type opdracht, benoemd op de voordracht van de erkende partners van het betrokken gerechtelijk arrondissement volgens de door de Regering nader te bepalen regels.

De Regering benoemt de leden van de thematische commissies voor partnerschappen voor een termijn van zes jaar.

Voor elk stemgerechtigd lid, benoemt de Regering een plaatsvervangend lid volgens dezelfde procedure als voor de werkende leden.

De thematische commissie benoemt een voorzitter uit haar leden.

HOOFDSTUK 7. — Deontologie

Art. 50. Onverminderd de deontologieregels voor bepaalde beroepen, moet elke persoon die aan de uitvoering van dit decreet deelneemt de door de Regering vastgestelde deontologieregels naleven.

Art. 51. Elke partner die personeel tewerkstelt, bepaalt in zijn arbeidsreglement deontologieregels om de naleving van de beginselen inzake neutraliteit, gelijke behandeling, en beroepsgeheim te waarborgen en om belangenconflicten te voorkomen.

HOOFDSTUK 8. — *Opheffings- en wijzigingsbepalingen*

Art. 52. In artikel 508/2 van het Gerechtelijk Wetboek, wordt § 3 vervangen als volgt :

“ De Commissie is samengesteld uit vertegenwoordigers van de balies van het betrokken gerechtelijk arrondissement.

De Regering stelt de nadere regels voor de werking van de commissie vast.”.

Art. 53. In artikel 508/3 van hetzelfde wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de punten 2° en 3° worden opgeheven;

2° punt 4° wordt vervangen als volgt :

“2° de Regering de aanbevelingen te doen die zij nodig acht rekening houdend met de verslagen die bedoeld zijn in de artikelen 508/6 en 508/11.”.

Art. 54. Artikel 508/4 van hetzelfde wetboek wordt opgeheven.

Art. 55. § 1. Artikel 508/5, § 4, tweede lid, van hetzelfde wetboek wordt vervangen als volgt :

“Onverminderd de tuchtprocedures, kan de Raad van de Orde, in geval van tekortkoming en volgens de in de artikelen 458 tot 463 bepaalde procedure, het behoud van de advocaat op de in § 1 bedoelde lijst afhankelijk maken van de naleving van de door hem bepaalde voorwaarden, zijn inschrijving op die lijst schorsen voor een periode van acht dagen tot drie jaar, of die eruit weglaten.

In geval van niet naleving van de door de Raad van de Orde bepaalde voorwaarden met toepassing van het tweede lid, roept de stafhouder de advocaat voor de Raad van de Orde op om een andere in hetzelfde lid bepaalde maatregel uit te spreken.

Als de advocaat uit de lijst wordt weggelaten, kan hij zijn wederinschrijving op de in § 1 bedoelde lijst aanvragen bij een met redenen omklede aanvraag die niet vóór een termijn van vijf jaar na de weglating kan worden ingediend.

De in het tweede lid en in het vierde lid bedoelde beslissingen worden met redenen omkleed. Tegen die kan een hoger beroep worden ingesteld overeenkomstig artikel 432 bis.”.

§ 2. In artikel 432 bis, eerste lid, van hetzelfde wetboek, worden de woorden “of in artikel 508/5, § 4, tweede lid” toegevoegd na de woorden “of van een maatregel bedoeld in artikel 508/8, tweede lid,”.

Art. 56. In artikel 508/6 van hetzelfde wetboek, worden de woorden “volgens de nadere regels die door de Minister van Justitie worden vastgesteld in overleg met de in artikel 488 bedoelde overheden” vervangen door de woorden “volgens de nadere regels die door de Regering worden vastgesteld in overleg met de Orde van Franstalige en Duitstalige balies”.

Art. 57. Opgeheven worden :

1° het decreet van 19 juli 2001 betreffende de sociale hulpverlening aan de gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie;

2° de woorden “ forensisch welzijnswerk”, “ontmoetingsruimten”, in artikel 2, 2°, de artikelen 18 tot 21, de artikelen 49 tot 51, alsook de woorden “forensisch welzijnswerk”, “Ontmoetingsruimten”, in artikel 107, § 1, van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 5 maart 2009 betreffende het aanbod van ambulante diensten in de domeinen van de sociale actie, het gezin en de gezondheid;”;

3° de artikelen 134 tot 146 en 166 tot 182 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.

HOOFDSTUK 9. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 58. § 1. De instellingen die op 31 december 2016 erkend of gesubsidieerd zijn krachtens de in artikel 56 bedoelde wetgeving of de reglementering die wordt opgeheven ter uitvoering van dit decreet, behouden hun erkenning en hun subsidies voor het jaar 2017.

Indien de in het eerste lid bedoelde instellingen wensen erkend te zijn met toepassing van dit decreet, dienen ze een aanvraag om erkenning vóór 1 juni 2017 in.

De nieuwe erkenningen en de subsidiëring voor elke opdracht worden van kracht vanaf 1 januari 2018.

§ 2. De beslissing over de aanvraag bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, moet het de werkgever mogelijk maken om zijn verplichtingen die uit de arbeidswetgeving voortvloeien, na te komen.

Daartoe voegen de in § 1, tweede lid bedoelde instellingen bij hun aanvraag om erkenning de informatie die bewijst dat de in het eerste lid bedoelde verplichtingen worden nageleefd.

De in § 1, eerste lid bedoelde instellingen nemen vanaf 1 juni 2017 de bewarende maatregelen om het hoofd te kunnen bieden aan een weigering van de erkenning of de subsidiëring.

Art. 59. § 1. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2017.

§ 2. Dit decreet wordt door de Regering geëvalueerd; die evaluatie wordt uiterlijk op 1 juli 2021 aan het parlement meegedeeld.

De in het eerste lid bedoelde evaluatie wordt voorgesteld in de vorm van een verslag over de uitvoering van dit decreet, dat inzonderheid de volgende gegevens inhoudt :

1° een analyse van de kwaliteit van de uitvoering van de opdrachten, volgens de behoeften van de rechtzoekenden;

2° een analyse van de toekenning, de vernieuwing en de intrekking van de erkenning;

3° een analyse van de geldstroom op begrotingsvlak die de toekenning, de vernieuwing en de intrekking van die erkenningen veroorzaken.

§ 3. Om de drie jaar na de evaluatie wordt een activiteitenverslag aan het parlement gezonden.
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 13 oktober 2016.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

—
Nota

Zitting 2015-2016

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 330-1.

Zitting 2016-2017

Stukken van het Parlement. - Commissieamendementen, nr. 330-2.- Verslag, nr. 330-3. Vergaderingsamendementen, nr. 330-4.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. Vergadering van 12 oktober 2016.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2016/29609]

19 OCTOBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la procédure d'agrément autorisant les infirmiers à porter un titre professionnel particulier ou à se prévaloir d'une qualification professionnelle particulière et fixant la procédure d'enregistrement comme aide-soignant

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé, l'article 88;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2013 relatif à la composition, à l'organisation et au fonctionnement de la Commission d'agrément pour les praticiens de l'art infirmier, et fixant la procédure d'agrément autorisant les infirmiers à porter un titre professionnel particulier ou à se prévaloir d'une qualification professionnelle particulière, et à la procédure d'enregistrement comme aide-soignant;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 juillet 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 juillet 2016;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 59.815/2IV, donné le 25 août 2016 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté royal du 27 septembre 2006 établissant la liste des titres professionnels particuliers et des qualifications professionnelles particulières pour les praticiens de l'art infirmier;

Sur la proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° « Ministre » : le Ministre ayant les agréments des prestataires de soins de santé dans ses attributions;
- 2° « Administration » : la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique du Ministère de la Communauté française;
- 3° « loi » : la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé;
- 4° « Agrément » : l'agrément visé à l'article 86 de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé;
- 5° « titre professionnel particulier » : le titre professionnel particulier visé à l'article 86 de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé et à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 27 septembre 2006 établissant la liste des titres professionnels particuliers et des qualifications professionnelles particulières pour les praticiens de l'art infirmier;
- 6° « qualification professionnelle particulière » : la qualification professionnelle particulière visée à l'article 86 de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé et à l'article 2 de l'arrêté royal du 27 septembre 2006 établissant la liste des titres professionnels particuliers et des qualifications professionnelles particulières pour les praticiens de l'art infirmier;
- 7° « enregistrement » : l'enregistrement visé à l'article 56 de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé;